

Sujet : [INTERNET] Enquête publique sur l'irrigation en Isère
De : "> Daniel Lemonnier (par Internet)" <d.lemonnier38@gmail.com>
Date : 31/01/2018 10:44
Pour : ddt-se-observations-ep-f6@isere.gouv.fr

ci-joint l'avis du CEVC sur cette enquête

— Pièces jointes : —

ENQUETE PUBLIQUE SUR L'IRRIGATION EN ISERE 31.01.2018.docx

18,0 Ko

CEVC

PE :

31 JAN. 2018

PEMA :

PN :

ASST :

Autre service :

Comité Ecologique Voiron Chartreuse

Association agréée au titre de l'article L 160-1 du code de l'urbanisme et L 252 du code rural

ENQUETE PUBLIQUE SUR L'IRRIGATION EN ISERE - AVIS DU CEVC - JANVIER 2018.

Le Comité Ecologique Voiron-Chartreuse (CEVC) est une association de protection de l'environnement et de toutes formes de vie. Notre périmètre d'action concerne surtout les communes du Pays Voironnais et de la Chartreuse limitrophe. Le CEVC est membre de la FRAPNA Isère et de son réseau de veille écologique.

Nous avons étudié la partie générale du dossier ainsi que les chapitres concernant le secteur de la Fure et de la Morge (chap. 2.19. et 3.14.). Nous avons lu la contribution détaillée de l'association Lo Parvi, également membre de la FRAPNA. Les points de notre avis ne sont pas exposés dans un ordre de priorités.

. Le CEVC salue le fait que les autorisations de pompage devront être désormais données pour des volumes ET des débits, ce qui constitue une avancée. Par contre, les chapitres 2.19. et 3.14. chiffrent uniquement des volumes autorisés, envisagés ou réellement pompés et pas les débits des cours d'eau (annuels moyens ou d'étiage). Cela signifie-t-il qu'en cas de sécheresse, le pompage peut mettre en danger le niveau minimal requis pour la (sur)vie des espèces aquatiques ? Avec le réchauffement climatique, on doit s'attendre à des épisodes de canicule et de sécheresse plus fréquents et marqués. L'élévation de la température de l'eau sera encore plus forte s'il y a moins d'eau et peut être fatale à des espèces.

Puisque Lo Parvi (qui a étudié les secteurs de la Bourbre et du Haut Rhône Dauphinois) relève le même problème, on peut supposer que c'est un manque général du dossier.

. Comme Lo Parvi, nous constatons que seul les poissons présents sont mentionnés et qu'aucune étude concernant d'autres espèces aquatiques ou ripicoles n'est présentée, ce qui ne permet pas d'estimer les incidences des autorisations envisagées.

. En ce qui concerne les nappes de la Morge et de la Fure, il est dit plusieurs fois qu'elles sont mal connues et de faible extension. "Le document d'incidence préconise la surveillance des prélèvements dans l'attente d'informations complémentaires." (P. 377.)

Ceci n'est pas rassurant. Nous exigeons que les prélèvements soient surveillés partout et que, par précaution, **tant qu'on ne connaît pas bien les nappes et leur vitesse de renouvellement, on ne pompe pas dedans.**

. Il faudrait tenir compte de TOUS les prélèvements et pas seulement de l'irrigation. Quelle évolution attend-on pour les quantités d'eau potable et celles pour l'industrie ? La population du Pays Voironnais continue de croître. La totalité des prélèvements affecte les cours d'eau et les nappes.

. Sur la Fure, secteur Pont du Boeuf - Rives, il y a un projet de remise en état de certaines micro-centrales hydro-électriques, avec une amélioration partielle de la continuité biologique. L'enquête publique a eu lieu en 2017. Votre dossier devrait en tenir compte. (Cf. p. 652.)

. Les parties hautes de la Fure, de la Morge et du Réaumont ne sont pas présentées. Or, on y trouve plusieurs ENS (zones humides). Les trois syndicats intercommunaux (Fure, Olon,

Morge et affluents), maintenant réunis en un Contrat de Rivière, ont fait des études faune-flore et des aménagements.

. P. 657, le dossier préconise d'activer les actions pour limiter les apports de polluants. Nous sommes tout à fait de cet avis. **La dépollution de l'eau potable n'est pas payée par les pollueurs**, alors qu'elle devrait l'être (taxe sur les engrais et pesticides et/ou sur les surfaces agricoles traitées, sur les rejets de l'industrie, sur l'assainissement individuel non conforme...). De plus, des cultures et méthodes moins gourmandes en eau et engrais doivent être favorisées par une information des agriculteurs et par des mesures incitatives et coercitives: moins de maïs, des variétés locales robustes, irrigation au goutte-à-goutte, agroforesterie, permaculture, plantation de haies...

Ainsi, les prélèvements d'eau devront diminuer au lieu d'augmenter, ce qui constitue la conclusion de notre avis.

Voiron, le 30 janvier 2018

La présidente du CEVC

Ingeborg EILERS